

Extrait du Libération Afrique

<http://www.liberationafrique.org>

La caravane de la dignité contre les barbelés de l'injustice et de l'indifférence

- Dossiers - Migrations - Réfugié(e)s -

Date de mise en ligne : lundi 17 octobre 2005

Libération Afrique

Après les événements dramatiques de Melilla et Ceuta, le Forum pour l'autre Mali et le Réseau des artistes et intellectuels africains pour l'éthique et l'esthétique lance une 'Caravane de la dignité contre les barbelés de l'injustice et de l'indifférence'. Cette initiative, qui a débuté avec l'accueil sur l'aéroport de Bamako, des émigrés de retour forcé du Maroc doit se poursuivre en Espagne, en Italie, en France et auprès de l'Union européenne.

Les martyrs de la guerre économique

Un ailleurs de plus en plus incertain, hostile et meurtrier, est l'horizon que scrutent des millions d'hommes et de femmes d'Afrique souvent contraints à l'exil. Ils sont traqués, maltraités et expulsés parce qu'ils tentent d'échapper au chômage devenu chronique, ainsi qu'à l'humiliation quotidienne, qui en est le corollaire.

Si cette réalité n'est pas spécifique à l'Afrique subsaharienne, elle y revêt désormais une dimension des plus tragiques, à la lumière des assauts répétés des ressortissants de nos pays contre les barbelés de protection de Ceuta et de Melilla.

Les statistiques rendent compte de quelque douze mille tentatives de passages clandestins du Maghreb vers l'Europe dont plus de quatre mille morts depuis l'an 2000. Ce sont d'innocents qui paient de leurs vies, pour des choix et des décisions macro-économiques dont ils ne sont ni responsables ni même informés.

Pudique et hypocrite est l'appellation « victimes de l'émigration clandestine » qui les désignent. Les ressortissants de l'Afrique subsaharienne qui meurent par milliers sur les chemins de l'exil sont les martyrs de la guerre économique et commerciale qui fait rage dans leurs pays d'origine. Ils sont dans l'ensemble jeunes.

Avant qu'ils n'abandonnent leurs terres et leurs familles, ils n'ont, pour la plupart d'entre eux, aucune idée du désert et de la mer, ni même des risques à braver pour avoir droit à un travail décent, là bas, en Europe. Les uns à la suite des autres, ils s'en vont, affrontent la mer de sable du Sahara, puis la Méditerranée. Ils doivent surtout faire face aux murs de l'incompréhension et de l'injustice que symbolisent les barbelés de Ceuta, de Melilla et autres obstacles matériels et immatériels.

Au Mali, au Nigeria, au Cameroun, au Ghana, en Côte d'Ivoire d'où ils sont originaires, la vie n'a plus de sens ni l'avenir un nom, du fait de la destruction de l'agriculture paysanne et de la fonction publique qui est allée de pair avec les privatisations des entreprises ainsi que des services publics au nom d'une prétendue efficacité économique.

L'Europe libérale, qui organise, finance et orchestre cette chasse à l'homme, sait parfaitement qu'elle est partie prenante de ce processus de démantèlement des économies africaines et la tentative de les restructurer conformément à ses valeurs, ses normes et ses intérêts. Elle sait tout autant ou aura appris, dans le cadre du référendum sur sa constitution, les risques de mécontentement et de déstabilisation liés aux choix et aux décisions non concertées et non conformes à la demande sociale. Elle a, en somme, du mal à prouver, en son propre sein, la validité du modèle néolibéral qu'elle nous impose. L'Europe libérale fait voudrait que l'Afrique qu'elle exploite réussisse là où elle commence à piétiner tout en niant sa part de responsabilité dans la paupérisation du continent et la clochardisation de la plupart de ses habitants

A cette hypocrisie des nations riches et industrialisées s'ajoutent la démission et l'indifférence des dirigeants africains qui demeurent sourds et muets face à la tragédie de leurs concitoyens qui paient pour les choix et les décisions macro-économiques dictés par le FMI et la Banque mondiale.

Il est vrai que ceux d'entre eux qui passent à travers les mailles du filet des chasseurs d'émigrés dits clandestins, injectent pas de l'argent dans nos économies moribondes en atténuant ainsi la souffrance de bien des familles et la grogne sociale. Cet avantage justifie-t-il l'indifférence et le silence de nos Etats et nos institutions face aux risques encourus par nos ressortissants ?

L'Espagne, l'Italie, le Maroc, la Libye et la Tunisie sont les pays dont les noms reviennent, sans cesse, dans la gestion des flux migratoires en provenance de l'Afrique subsaharienne.

En confiant au Maghreb, la tâche ingrate de contenir ces flux, l'Union Européenne sème la graine de la discorde entre des pays qui, en réalité, souffrent des mêmes maux.

Face à cette évolution dramatique de la question de l'émigration, l'Union Africaine n'a pas plus de voix ni de présence que les Etats qui la composent. Tout se passe comme si, au niveau national et régional, les dirigeants africains avaient fait le choix de ne pas voir pour ne pas avoir à réagir, et à indisposer l'Europe, leur principal bailleur de fonds. Car les véritables causes de l'émigration massive se confondent avec celles de la destruction du tissu économique et social du fait des réformes structurelles que nous imposent les Institutions de Bretton Woods, le G8 et l'Union Européenne.

La mondialisation néolibérale qui à tout d'une ouverture aux forceps est en fait une guerre contre des populations africaines sans défense, abandonnées à leur sort de non solvables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales.

Nous sommes dès lors en présence d'un martyr qui devrait interpeller autant les puissances occidentales que les Etats africains

Le paradoxe Malien

Le Mali qui fait figure de bon élève de la communauté internationale et qui, à ce titre, compte parmi les 18 pays les plus pauvres qui viennent de bénéficier de « l'annulation totale de leur dette » envers les institutions de Bretton Woods est l'illustration parfaite de l'ignominie de l'ordre économique dominant. Ses ressortissants se comptent par centaines parmi les réfugiés économiques qui sur les rives de la Méditerranée avant d'être rejetés, souvent sans eau ni nourriture aux confins du Sahara.

Premier producteur africain de coton, le Mali n'en est pas moins l'un des derniers pays classés parmi les plus pauvres de la Terre. Ses paysans sont condamnés à accepter pour la campagne de cette année 2005 le prix dérisoire de 160FCFA le kilo de coton graine contre 210 francs en 2004 pendant que les Etats unis d'Amérique et l'Union Européenne octroient des subventions à leurs propres producteurs de coton et qu'à Liverpool, les cotonniers, comme chaque année trinquent à la gloire du libéralisme.

Rares sont les analystes, les observateurs et les médias qui reconnaissent explicitement la relation de cause à effet entre le sabotage des économies et des démocraties africaines et l'exil des populations, en l'occurrence les jeunes. Ils n'insistent pas davantage sur le lien entre cette situation et la violence armée dont les guerres civiles. L'Union Européenne est, visiblement, plus préoccupée par la « transparence » des élections et la bonne gouvernance qui consiste à veiller sur les intérêts des multinationales, au lieu de promouvoir une citoyenneté qui permet aux populations africaines de défendre leurs droits économiques et politiques.

Contre les politiques néolibérales imposées à l'Afrique est, dès lors, la seule et unique issue, à la fuite des bras et

des cerveaux, qui s'effectue dans des conditions de plus en plus humiliantes et inhumaines.

La société civile africaine doit prendre toutes ses responsabilités en faisant de ce sujet un terrain privilégié de démonstration du cynisme de l'ordre des riches et de revendication des droits des peuples à une vie digne dans leurs pays comme à l'extérieur.

La douleur des femmes

Le rôle des femmes africaines est central dans cette ultime lutte de la libération de leur continent. Le dépérissement de l'Etat, le bradage des entreprises du continent et la privatisation des services publics condamnent la grande majorité d'entre elles à redoubler d'effort pour nourrir les ménages et élever leurs enfants. Mais, faute d'emploi et de perspective d'avenir, ceux-ci peuvent se faire tuer en devenant des enfants-soldats dans des guerres d'adultes avides de pouvoir ou en prenant les chemins de l'exil.

Cinq à vingt personnes sont tombées à Ceuta, tuées, dans la nuit du 28 au 29 septembre 2005, par balles en tentant de franchir le mur de barbelé qui les empêchent d'atteindre leur objectif : du travail en Europe. Melilla a enregistré, quelques semaines auparavant, la même tentative de passage forcé qui se multiplie.

Comment dormir et vivre en paix au Mali, au Niger, au Ghana, au Cameroun... pendant que s'organise en Europe au niveau le plus élevé avec les moyens les plus sophistiqués la chasse à nos enfants dont le seul tort est d'échapper au chômage ?

Nous sommes un groupe de femmes du Forum pour l'Autre Mali (FORAM) et du réseau des Artistes et Intellectuels Africains pour l'Ethique et l'Esthétique qui, au nom de toutes les mères d'Afrique ont décidé de se rendre à Ceuta, Melilla... et au sein de l'Europe pour rappeler qu'en voulant organiser notre continent, selon leurs normes et leurs intérêts, les puissances occidentales ont dessouché des pans entiers de nos sociétés. Les fausses annulations de dettes et d'augmentation de l'Aide Publique au Développement sont sans intérêt face à la gravité des préjudices engendrés.

La marche de la dignité

Comme leur naufrage lors de la traversée de Méditerranée, les assauts répétés des victimes africaines de la mondialisation néolibérale, contre les murs de barbelés de Ceuta et de Melilla, relèveront bientôt de la rubrique des faits divers. Nous refusons de nous accommoder de cette terrible perspective de la banalisation de la mort de nos enfants.

Nous demeurons fidèles à la pensée selon laquelle il n'y a de richesses que d'êtres humains. A l'instar des chasseurs du Manden, nous pensons que « tout pays, toute terre qui verrait ces hommes disparaître de sa surface deviendrait aussitôt nostalgique ». Or, tout prouve que le capital mondial, dans son expansion, a besoin de l'Afrique et de ses richesses sans les Africains.

Aussi, reprenons-nous, à notre compte, cette déclaration des femmes maliennes, lors du soulèvement populaire de mars 1991 : « Nous mourrons là où périssent nos enfants ».

La marche que nous entreprenons du 15 au 30 octobre 2005 se veut une étape de l'éveil des consciences qui s'impose.

Elle vise à :

- ▶ impulser le débat national et régional sur les migrations internationales en vue de lever le voile sur leurs causes profondes et structurelles de l'émigration massive,
- ▶ éclairer davantage la relation entre ce phénomène et le caractère déloyal du commerce mondial dont la politiques des prix des matières premières, la désindustrialisation du continent, son surendettement, la misère et le désarroi des populations,
- ▶ inviter et encourager ces populations, en l'occurrence les femmes et les jeunes, à mieux défendre localement leurs droits économiques, politiques et sociaux dans le cadre des élections qui, pour l'instant, ne sont que mascarade,
- ▶ défier le G8, le FMI la Banque mondiale et plus particulièrement l'Union Européenne quant à leur volonté de libérer l'Afrique du fardeau de la dette extérieure et des conditionnalités qui sont incompatibles avec la souveraineté, la démocratie et la dignité humaine,
- ▶ fédérer et consolider davantage les mouvements sociaux africains, européens et mondiaux dans leur lutte pour la justice économique, l'égalité et la liberté pour tous les hommes et toutes les femmes de circuler librement.

Déroulement :

L'Initiative débutera au Mali, par trois journées de débat sur : « Pourquoi partent-ils ? ».

Il s'agira de recueillir des témoignages auprès de différentes catégories de candidats à l'émigration et de refoulés en mettant à contribution les radios locales.

Du 15 au 30 octobre 2005, l'initiative se déroulera selon le calendrier suivant :

- ▶ Du 15 au 20 octobre 2005 : Maroc
- ▶ Du 20 au 23 octobre 2005 : Espagne
- ▶ Du 23 au 25 octobre 2005 : France
- ▶ Du 26 au 30 octobre 2005 : Italie
- ▶ Le à l'Union Européenne
- ▶ Le 02 novembre 2005 : Retour à Bamako
- ▶ Journées de restitution et concertation à Bamako (Date à préciser)

La caravane de la dignité contre les barbelés de l'injustice et de l'indifférence

Post-scriptum :A l'initiative d'Aminata D. Traoré, écrivain ; Assetou Founè Samake, professeur d'université ; Awa Cissé, artisane ; Coumba Touré, poète ; Doussou Bagayoko, chanteuse ; Nahawa Doumbia, chanteuse ; Diarra Fatoumata Traoré, économiste ; Bernadette Yadi Sukho, économiste ; Diakité Fanta Diarra, paysanne ; Awa Sylla, journaliste ; Rabia Abdelkrim, Sociologue.